



PAR
Camille Jayr
Envoyée spéciale à Naples

Assise à l'ombre, un peu à l'écart de l'allée centrale, elle a sa propre chaise pliante, qu'elle rangera à son départ près de la tombe de son fils. Les visiteurs, nombreux en ce 1^{er} novembre, veille de la Fête des défunts, la reconnaissent et la saluent. Concetta leur répond d'un sourire discret, en tournant très légèrement la tête pour ne pas quitter Vincenzo des yeux. « 2017 », nous arrête-t-elle d'entrée de jeu lorsque nous nous approchons, comme si elle n'avait plus que ces quatre chiffres à la bouche. « Il est mort en 2017 d'un cancer des os. Il avait tout juste 30 ans. Il venait de se marier et d'avoir un petit garçon. » Sur la tombe, un jeune homme en costume, cheveux gominés et demi-sourire aux lèvres, fixe éternellement sa mère. Assises à sa photo, ces quelques mots : Vincenzo De Sena, 1987-2017.

Tout autour, c'est l'écroulement : Antonio, 1981-2019. Luca, 1992-2021. Giovanni, 1994-2024. Maria, 1990-2016. Gennaro, 2002-2023. « C'est le coin des jeunes ici », nous glisse-t-on dans les allées bondées du cimetière d'Acerra, petite ville de Campanie, au nord-est de Naples, où le culte des morts est prégnant. « C'est le tout nouveau cimetière qu'ils ont ouvert en 2016 et il est déjà quasiment plein », commente-t-on, presque banalement. Force est de constater que la plupart des casiers sont occupés, recouverts de photos, de fleurs et de sculptures de Padre Pio. « Les médecins m'ont dit que c'était une tumeur liée à la pollution de l'environnement, mais ils n'ont pas eu le droit de l'écrire sur la fiche de mon fils », se souvient Anna, la voix chevrotante et les yeux embués de larmes, devant la tombe de Nello, disparu à 19 ans d'un lymphome. « J'ai insisté, mais ils ont refusé », ajoute-t-elle.

« Les gens ont vécu, sans le savoir, en contact avec des polluants toxiques, alors que les autorités italiennes avaient déjà, depuis une vingtaine d'années, des informations sur l'existence d'un trafic illégal de déchets »

Valentina Centonze Avocate

Bienvenue dans la « Terre des feux », près de Naples. Un territoire de 90 communes et de 1500 km² environ, tristement célèbre pour ses incendies illégaux de déchets et son taux anormalement élevé de cancers. Ses quelque 2 millions d'habitants lui préfèrent le nom de « Terre des veinés ». Aux colonnes de fumée noire, que forme le plastique en brûlant, s'ajoutent les millions de tonnes de déchets invisibles mais hautement toxiques - déchets hospitaliers, métallurgiques, textiles, vernis, amiantes, peintures, diluants, colorants, dissolvants -, enfouis dans les centaines de décharges clandestines alentour.

Celle que les Romains surnommaient autrefois la « Campania felix », la « Campanie fertile », en raison de la richesse de sa terre, a bel et bien disparu. Rîno nous certifie pourtant, en changeant les bougies de la tombe de son fils, emporté à 24 ans d'une tumeur au cerveau : « Dans les années 1960, quand j'avais 20 ans, nous avions des sources d'eau minérale et un petit lac dont l'eau guérissait l'acné sur le visage. Maintenant, il n'y a plus rien », déplore-t-elle. Aujourd'hui, selon une étude, plus d'un citoyen sur trois vit à au moins 100 m d'un site contaminé.

« On a même trouvé des traces de métaux lourds dans le sperme des jeunes garçons », s'inquiète le professeur Antonio Giordano, oncologue et généticien. « Et il y a des analyses faites par le Politecnico de Naples (l'un des hôpitaux les plus importants de la ville, NDLR), qui attestent de la présence de dioxine dès le lait maternel », martèle Antonietta, dont la fille a été rescapée de justesse d'un cancer du cerveau et du système nerveux. « Mais ces analyses n'ont jamais été divulguées », continue-t-elle, inarrêtable, en tapant du poing sur la table de sa cuisine où elle nous reçoit, « parce que personne ne doit savoir. Je ne dis pas que c'est de la faute de l'hôpital, c'est de la faute des personnes qui sont derrière et qui refusent de divulguer ces informations. »

C'est précisément pour cela qu'en janvier 2025, l'Italie a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour violation du droit à la vie. « Et violation du droit à l'information », tient à préciser M^{me} Valentina Centonze, l'une des nombreuses avocates à avoir constitué le dossier des 4700 requérants, qui ont enfin obtenu le statut de « victimes » auprès de la CEDH. « Les gens ont vécu, sans le savoir, en contact avec des polluants toxiques, alors que les autorités italiennes avaient déjà, depuis une vingtaine d'années, des informations sur l'existence d'un trafic illégal de déchets », rappelle-t-elle.

À partir des années 1980, la réglementation européenne des déchets se durcit et les coûts de traitements augmentent drastiquement. Les clans camorristes (organisation mafieuse implantée dans la région de Naples) se saisissent de l'opportunité et proposent aux industriels du nord de l'Italie de prendre en charge leurs déchets dangereux à moindre coût. Ils les acheminent ensuite illégalement en Campanie pour les déverser dans des cours d'eau, les stocker dans des carrières, les



La famille de Maria, morte à 26 ans d'un sarcome synovial, une forme rare et agressive de cancer des tissus mous, se recueille le 1^{er} novembre sur sa tombe, au cimetière d'Acerra, près de Naples. CAMILLE JAYR

Près de Naples, les vies trop courtes des jeunes contaminés par les déchets toxiques

En janvier 2025, l'Italie a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour violation du droit à la vie, dans le scandale de la « Terre des feux ». L'État italien a deux ans pour commencer à agir. Près d'un an après, la situation n'a quasiment pas bougé.

ensevelir dans des champs ou les incinérer à ciel ouvert. « La mafia napolitaine fait d'abord couler les déchets industriels du nord de la péninsule, puis les déchets industriels et ménagers produits localement, et transforme la Campanie en poubelle de l'Italie », résume Fabrizio Macaglia, géographe, spécialiste des illégalismes environnementaux et des mafias italiennes. L'affaire est très lucrative, presque aussi juteuse que le trafic de drogue, et bien moins risquée, à l'heure où aucune loi ne punit encore les crimes environnementaux.

Ce trafic illégal reste occulte jusqu'en 1997, où Carmine Schiavone, mafieux repent du clan des Casalesi (le plus influent dans le domaine des déchets), en révèle l'existence. Ses aveux sont immédiatement placés sous secret d'État « parce qu'une partie des institutions et du gouvernement de l'époque était impliquée dans cette affaire. La mafia était simplement celle qui exécutait en bout de chaîne », s'enivre Marzia, l'une de ces nombreuses mères en deuil de leur enfant. Ce n'est qu'en 2013, seize ans après les révélations de Schiavone, que l'État italien se voit contraint, sous la pression citoyenne et médiatique, de déclasser l'affaire. Aujourd'hui, après une longue période de traque menée par les autorités, le traf-

icement illégal des déchets dangereux a quasiment cessé en Campanie (il s'est déplacé en Calabre et dans les Pouilles), mais le gouvernement continue de rester sourd à la colère des habitants.

Sur sa chaise pliante, Concetta perd son calme : « À qui puis-je en vouloir ? À qui s'en prendre ? », s'agite-t-elle dans un grand geste de la main. « Moi j'en veux à tous ceux qui savaient et qui ont fermé les yeux pour faire de l'argent ou faire carrière sur le dos de nos enfants », l'arrête Angelo, un voisin de tombe, venu la saluer. Sa fille Maria est enterrée à quelques mètres de Vincenzo et les deux compagnons de malheur se sont liés d'amitié. Ils dénoncent, comme tant d'autres, l'inertie de l'État, qui refuse de reconnaître sa part de responsabilité et tout lien de cause à effet entre la pollution de l'environnement et le taux de maladies.

« Cela permet à l'Italie de ne pas avoir à débloquer de fonds pour résoudre la situation », fait remarquer le géographe Fabrizio Macaglia. En effet, près de trente ans après les faits, aucun assainissement des terres n'a été entrepris. Pas de campagne de dépistages de cancers. Aucun travail de biosurveillance sur la population. Pas d'étude épidémiologique digne de ce nom. Mais une simple analyse des terrains, faite sous la contrainte et qui reste à ce jour inachevée. Certains habitants vivent donc sur d'anciennes décharges et des agriculteurs cultivent leurs fruits et légumes sur des terres polluées. - La « Campania felix » reste étrangement fertile. Ces mêmes fruits et légumes sont ensuite exportés en Europe et dans le monde entier.

« Tu vois cette zone toute propre, c'est un terrain qui vient d'être nettoyé », nous montre, enthousiaste, Pasquale Pennacchio, jeune géographe, spécialiste de la « Terre des feux », et enfant du pays. Il nous a donné rendez-vous à Giugliano, ancien fief du clan des Casalesi, l'une des zones les plus contaminées du territoire. « Depuis janvier dernier, ils ont nettoyé deux sites, celui-ci et un autre un peu plus au nord, à Villa Literno », se réjouit-il. L'endroit est dégagé, fièrement bordé de panneaux « Area risanata », « zone assainie ». Une voiture de police patrouille lentement pour s'assurer que le site reste propre.

Après le jugement de la CEDH en janvier dernier, brexit-bas de combat au sommet de l'État, qui a deux ans pour commencer à agir. On crée alors sur-le-champ un « commissario straordinario unico », une sorte d'administration provisoire d'urgence, spécialement dédiée à la « Terre des feux », à la tête de laquelle on nomme un général d'armée, le général Giuseppe Vadalà, pour montrer qu'on prend le sujet au sérieux. En réalité, il s'agit là d'une technique classique du gouvernement italien pour calmer l'opinion

publique. Les habitants de la « Terre des feux » ne s'y font pas prendre, ils sont trop habitués aux fausses promesses du gouvernement : « Ce qu'ils font est une goutte d'eau dans l'océan, ils se contentent d'enlever les déchets en superficie pour dire qu'ils font quelque chose, dénoncent-ils. Assainir le territoire impliquerait d'enlever toute la terre contaminée et de la remplacer par de la terre propre et ça, ils ne l'ont encore jamais fait. »

Il suffit de faire quelques kilomètres dans les environs de Giugliano pour s'en rendre compte. Au volant de sa Renault Captur grise, Pasquale ralentit : « C'est la décharge de Masseria del Pozzo, nous indique-t-il, l'une des premières où affluèrent les déchets industriels, chimiques ou toxiques du nord de l'Italie. C'est l'un des sites les plus dangereux d'Europe. » Sur notre gauche, et plus loin, à l'horizon, des montagnes de terre, qui s'étendent sur des dizaines d'hectares. Les sites sont entièrement grillagés, flanqués de caméras et gardés à l'entrée par des vigiles. « C'est sous haute surveillance, car si ça prend feu, c'est une catastrophe », explique-t-il. Les campagnes de la « Terre des feux » sont encombrees de ces montagnes de « venin », que le gouvernement s'est contenté de « mettre en sécurité ». La plupart sont recouvertes de bâches pour éviter l'infiltration de l'eau de pluie et la dispersion des polluants dans l'air. Les équipes du général Vadalà ont recensé 293 sites à assainir et il est fort probable qu'ils en découvrent davantage au fur et à mesure des analyses de terrains. L'opération est évaluée à 2 milliards d'euros et une dizaine d'années de travaux.

Pour cette première année, le gouvernement n'a débloqué que 60 millions. « Si on veut résoudre le problème de la « Terre des feux » sans dépenser d'argent c'est, encore une fois, prendre les citoyens pour des imbéciles », dénonce Alessandro Cannavacciuolo, en vidant d'un geste énergique sa tasse de café, dans un bar animé du centre-ville d'Acerra. À quelques encablures de là, les allées du cimetière ne désespèrent pas. La journée touche à sa fin mais les parents peinent à quitter les lieux. On s'invente quelque chose à faire pour rester encore un peu : changer une bougie, arroser un pot de fleurs ou lustrer la plaque de marbre déjà rutilante. Ici, le présent n'a plus vraiment d'importance : « L'assainissement des terres ? Je n'en ai jamais entendu parler et je m'en fiche », ironise Anna. « Je ne suis qu'une chose, que mon fils est là-dedans », confie-t-elle en baissant le regard. À l'écart du bruit, Concetta est toujours en train de « tenir compagnie » au sien. « Quand je suis là, devant sa tombe, je lui parle. Parfois, je m'énerve : « Vincenzo, comment est-ce possible que tu sois là-dedans ? Pourquoi tu n'es pas avec moi ? » » ■